

CommunisteS

Lien d'échanges, de communications, édité par des militant(e)s du Parti Communiste Français

N° 10



Août 2004

Constitution européenne : Vers un référendum

Si les élections n'ont pas permis de déboulonner Raffarin, elles auront eu au moins un résultat inattendu : le président de la République, dans son allocution du 14 juillet, a annoncé que la constitution européenne serait soumise à référendum.

Les partisans de la construction européenne s'inquiètent. Les milieux pro-européens soulignent à l'envi que les Français ne répondent jamais aux questions qui leur sont posées, en témoigne le référendum en Corse. Comme quoi l'"europhilie" se conjugue harmonieusement avec mépris du peuple.

Nous avons mis en lumière les aspects les plus négatifs du traité concocté par Giscard dans notre numéro 9 de CommunisteS et notamment la perte de la souveraineté des Etats en matière financière, économique, législative, militaire ainsi qu'en politique étrangère.

Le projet de constitution européenne que les chefs d'état et de gouvernement ont adopté le 18 juin ne diffère pas fondamentalement du texte initial. Le principe de l'unanimité des états membres est maintenu en matière d'affaires sociales - à la demande express de Tony Blair - et de fiscalité ainsi qu'en politique étrangère. On connaît la sensibilité exacerbée de Blair dans le domaine social : le principe d'unanimité servira donc à maintenir dans chaque pays les politiques les plus réactionnaires et les plus anti-sociales.

La future constitution impose, à la demande cette fois-ci du président de la Banque Centrale Européenne, le principe de stabilité des prix, stabilité qui pèse toujours sur le monde du travail. En cas de croissance, les pays membres devront dégager un "excédent budgétaire", c'est dire rogner sur leurs dépenses publiques... Au total donc, ce texte est une véritable machine de guerre contre les peuples.

Mais qu'un seul pays refuse de ratifier ce texte et la constitution européenne sera balayée pour des années. En menant campagne pour le "NON" et en expliquant les conséquences de cette constitution pour le monde du travail et pour les peuples, les communistes seront la seule force politique de gauche à défendre cette position. Le rejet de l'Europe est majoritaire dans l'opinion publique et ne demande qu'à trouver une traduction politique.

C'est une occasion unique de rappeler que les communistes existent, même hors du Parti, et qu'ils pèsent un poids politique en France.

Le Collectif P.C.F. 17

Référendum : pour un NON massif

C'est un véritable bras d'honneur que viennent d'adresser, le 18 juin, les dirigeants européens à leurs propres peuples.

Le 13 juin, les peuples avaient massivement dit STOP !

Dans les 15 états membres, tous les partis de gouvernement - à l'exception de l'Espagne - ont été sanctionnés. La participation électorale à l'échelle des 25 est de 44,6 %. L'abstention dans les 10 nouveaux états membres a dépassé les 70 %.

En République Tchèque, le parti communiste, ouvertement opposé à l'adhésion de son pays à l'UE, a obtenu 20 % des votes. En France, le PCF dépasse à peine les 5 %.

Le verdict des citoyens de la quasi totalité des états membres est une véritable humiliation pour les europhiles de tous bords. Les médias ne s'y sont pas trompés : "*Europe sanctionnée, indifférence, désobéissance, méfiance ...*".

Et pourtant, en signant le 18 juin le projet de constitution, les chefs d'état ont répondu encore et plus !

Les laudateurs de "l'Europe sociale " et de "l'Europe maastrichienne" refusent de rendre des comptes et d'établir un bilan depuis 50 ans.

L'Europe devait être indépendante des Etats Unis, ce n'est pas le cas. Elle lui est inféodée au plan économique, politique et militaire, comme lors des guerres (Kosovo, Irak ...).

L'Europe du plein emploi n'existe pas. La Banque Centrale Européenne dispose de pouvoirs exorbitants : elle surveille les salaires, les dépenses publiques et sociales afin de garantir aux capitalistes un niveau de rentabilité de l'argent le plus élevé possible.

Schroeder, le social-démocrate, Berlusconi le fascisant, agissent de la même manière pour les mêmes intérêts. Nous devons nous opposer à la Constitution saucée Giscard comme à toute autre constitution, si le traité de Maastricht n'est pas abrogé. Seuls les peuples sont habilités à décider, à adopter ou non, les textes fondamentaux qui demain remplaceraient leurs constitutions.

Un vote majoritaire du NON à la constitution créerait les conditions d'une renégociation des traités qui font obstacle à une entente démocratique entre les peuples. Souveraineté et liberté ne font qu'un. Les peuples doivent disposer en toutes circonstances de la maîtrise de leurs destins. Le Parti doit y aider. C'est un leurre de croire que tout viendra de l'Europe.

Notre pays doit conserver la liberté de parler avec sa propre voix et d'agir avec ses propres forces.

La lutte pour faire obstacle à l'emprise de la finance du grand capital doit passer par la détermination de tous les progressistes, de tous les communistes.

Jean Louis Rolland.

POUR UN PARTI COMMUNISTE COMBATTIF.

Rentrée politique : est-ce que les décisions politiques du gouvernement Raffarin se sont arrêtées fin juin ? Bien sûr que non ! Quelques exemples : vote du projet sur la sécurité sociale, sur le statut d'EDF, sur la décentralisation (à l'aide du 49.3) etc....

Est-ce que les mauvais coups se sont arrêtés ? Pas plus ! : chantage à la délocalisation, remise en cause des 35 heures, du droit de grève dans le service public avec la notion de service minimum.

Suite en face.

Face à ce constat, **avons-nous le Parti Communiste français qu'il nous faudrait**, dont le mouvement social a besoin ? Les dernières élections européennes, régionales, cantonales, n'effacent pas la réalité de notre déclin politique même si elles témoignent d'un redressement, et confirment l'existence d'un vrai espace politique pour notre Parti.

Ceci étant écrit, **de quel parti parlons-nous ?**

Est-ce un parti qui ose de nouveau prononcer des mots tels que capitalisme, communisme, révolution, ou est-ce un parti qui s'adapte, se fond dans la contestation pour paraître exister, sans réel projet, sans perspective politique ?

Avons-nous un parti qui permet de vrais débats ouverts à tous, militants, adhérents ? Pas si sûr !

Le dernier exemple en date concerne la constitution européenne de Giscard. Certes, notre Parti a décidé de **dire non à cette constitution, donc oui à une autre constitution : mais laquelle ? Est-ce que les communistes ont été invités au débat sur cette question ; faut-il oui ou non une constitution européenne?**

Deuxième exemple concernant le parti de la Gauche européenne : est-ce que cette question mérite un débat, une consultation avec les adhérents de notre Parti ?

Pour débattre il faut être plusieurs et exister. Un camarade apporte une contribution dans la tribune libre de l'Huma de juillet. Il titrait, je cite, : "**RECONQUERIR UNE ACTIVITE MILITANTE**".

Pour reconquérir une activité militante il faut retrouver des militants. Or, comme l'écrit notre camarade, "*le temps est désormais venu de débattre de notre identité*". **L'aurions nous perdu à ce point ? N'est-ce pas une des raisons fondamentales de la désertion des militants ?**

Retrouvons notre capacité de révolte, portons haut et fort, nos valeurs humanistes, construisons de vraies alternatives ANTICAPITALISTES, soyons porteurs d'un vrai projet de société.

L'existence même de notre collectif PCF 17 permet de rallumer cette flamme d'espoir de changement de société et de recréer un vrai débat politique au sein de notre parti, sans avoir la prétention de détenir les vérités absolues.

Daniel Vince.

Un rappel du Professeur Oulianou

Oh, combien de marins ...

Une rue de La Rochelle a été inaugurée en souvenir de Georges Gosnat. Il a été rappelé, entre autres, comment notre camarade avait créé (avec Cerreti) la compagnie de bateaux France Navigation pour venir en aide à la République Espagnole attaquée par Franco et ses alliés, Hitler et Mussolini. Cette compagnie de 25 cargos, comptant plus de 2 000 navigants, a permis de transporter des armes en provenance d'Union Soviétique et d'évacuer de nombreuses personnes.

Mais le représentant de la tendance "La rue de l'Escale" a omis de dire que c'est la politique de NON INTERVENTION de Léon Blum qui avait rendu nécessaire cette compagnie : il ne voulait sans doute pas faire de vagues devant J. F. Fontaine,

représentant de S. Royal et par ailleurs marin. Ainsi ce dernier, très à l'aise, a pu discourir sur les bateaux.

Comme quoi, les mondanités ne font pas forcément bon ménage avec la vérité et la gomme n'est pas un outil de révolutionnaire.

✂, ✂, ✂, ✂,

*Le collectif P.C.F 17
souhaite la bienvenue au petit Léo
et félicite ses parents
Nathalie et Bruno.*

✂, ✂, ✂, ✂,

FAHRENHEIT 9/11.

En deux heures et quart, Mickael Moore met en lumière les seules motivations qui animent la classe politique étasunienne : l'argent. Le régime saoudien ? Etroitement imbriqué dans des relations économiques, politiques et personnelles avec la famille Bush. Les Talibans ? Des amis d'hier devenus les ennemis d'aujourd'hui.

La "guerre" contre l'Irak ? Décidée avant même l'arrivée de G. W. Bush au pouvoir. Les armes de destruction massive ? Une menace imaginaire pour décider d'une attaque réelle.



Derrière l'analyse, M. Moore montre les ravages des calculs froids et cyniques. Pour qu'Halliburton, Carlyle ou DHL puissent s'enrichir, des Irakiens sont massacrés sous les bombes et la population est terrorisée par une armée d'occupation. Quant aux Etasuniens, sont-ils mieux lotis, soumis au Patriot Act, transformés en rats de laboratoire par une propagande incessante prête à leur faire croire n'importe quoi ? Et ces enfants, issus des couches les plus pauvres de la société enrôlés dans l'armée et transformés en tueurs fanatisés ? D'autres reviennent estropiés dans leur tête.

Ce film est une immense leçon de politique que tout communiste devrait aller voir

Remise de cartes à des vétérans lors de la fête de l'Huma à Aytré : **un bon moment de fraternité !**



Il a été adopté de ramener de 40 à 35 le nombre d'années passées à militer pour être membre de l'amicale des vétérans du Parti, les années d'appartenance au Mouvement de la Jeunesse Communiste comptant également.

Du fait de ce changement, c'est donc la génération de 68 qui est concernée. 26 camarades (certains ayant plus de 35 années d'adhésions) avaient demandé leur carte qui leur a été remise par Jacques Bessières, secrétaire départemental de l'amicale.

Dans son discours de bienvenue, il a remercié chaleureusement les camarades pour leur fidélité. Il a insisté sur les responsabilités qui incombaient aux vétérans, en particulier participer à faire connaître l'histoire du Parti, de ses militants, et entretenir la mémoire.

RENDEZ-VOUS

Les 10,11 et 12 septembre, à la

Fête de l'Humanité

Au Parc départemental de La Coumeuve